

DÉPARTEMENT DU DOUBS

ARRONDISSEMENT
de BESANÇON

OBJET :

**SEM ENR CITOYENNE :
AUTORISATION DE PRISE DE
PARTICIPATION AU CAPITAL DE
LA SAS SOLCOMTOIS ENR**

Délibération n° **2024/20**

MEMBRES :

En exercice : **40**

Présents : **24**

Représentés : **5**

Présents et représentés ayant pris
part à la délibération : **29**

Absents excusés : **13**

Absents : **6**

RESULTAT DU VOTE :

Pour : **29**

Contre : **0**

Abstention : **0**

DATE DE LA CONVOCATION :

13 juin 2024

NOTA :

Cette délibération sera publiée en
juin 2024 sur www.syded.fr.

SYDED

(Syndicat mixte d'énergies du Doubs)

33 rue Clément Marot

25000 BESANÇON



EXTRAIT

du registre des délibérations du comité syndical

Séance du 21 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre,

Le 21 juin à 17 heures 30

Le comité syndical du SYDED s'est réuni au SYDED, 33 rue Clément Marot, à Besançon, après convocation légale, sous la présidence de Patrick CORNE, Président.

Secrétaire de séance : Pascal DUCRET.

Étaient présents : Emile **BOURGEOIS**, Patrick **CORNE** (*pouvoir de Christophe ANDRÉ*), Claude **COURVOISIER**, François **CUCHEROUSSET**, Jacques **DEMANGEON**, André-Marie **DEPOUTOT**, Pascal **DUCRET**, Daniel **GRANJON**, Maurice **GROSSET**, Yves **GUYEN** (*pouvoir de Marie ZÉHAF, à compter de la délibération 20*), Michel **LAURENT**, Christian **METHOT** (*suppléant Magali DUVERNOIS*), Pierre **MILLON** (*suppléant Evelyne MERCIER*), Anthony **NAPPEZ** (*pouvoir de Lorine GAGLIOLO*), Benoit **PARENT**, Laurent **PETIT**, Franck **RACLOT**, Jean-Marie **SAILLARD** (*pouvoir de Roland MARTIN*), Gilles **SPICHER** (*suppléant Yannick POUJET*), Marc **TIROLE** (*pouvoir de Carole THOUESNY, ne prend pas part au vote de la délibération 18*), Olivier **TRAVERSIER**, Pierre **VAUFREY**, Charlene **CERUTTI**, Ghislaine **VUILLIER**.

Étaient excusés : Christophe **ANDRÉ** (*pouvoir à Patrick CORNE*), Magali **DUVERNOIS** (*suppléée par Christian METHOT*), Ludovic **FAGAUT**, Sarah **FAIVRE**, Lorine **GAGLIOLO** (*pouvoir à Anthony NAPPEZ*), Yves **GAMELON**, Jean-Emmanuel **LAFARGE**, Aymeric **MAIRE**, Roland **MARTIN** (*pouvoir à Jean-Marie SAILLARD*), Evelyne **MERCIER** (*suppléée par Pierre MILLON*), Yannick **POUJET** (*suppléé par Gilles SPICHER*), Carole **THOUESNY** (*pouvoir à Marc TIROLE*), Marie **ZÉHAF** (*pouvoir à Yves GUYEN*).

Étaient absents : Henri **BERMOND**, Frédéric **CARTIER**, Jean-Michel **CAYUÉLA**, Laurent **CROIZIER**, Daniel **DEFRASNE**, Didier **PAINEAU**.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Dans le cadre de ses activités, la SEM EnR Citoyenne, dont le SYDED est actionnaire, est chargée de réaliser des projets d'aménagement et d'exploitation de moyens de production et de distribution utilisant les énergies renouvelables.

La SEM EnR Citoyenne, la société EH2 et la société EGREGA se sont associées pour développer une grappe de projets photovoltaïques au sol d'une puissance individuelle de moins de 1 MWc.

La société EH2 a pour objet la prise de participations dans des actifs de production d'énergie renouvelable. EGREGA est un acteur du développement de projets spécialisés dans les énergies renouvelables.

Ce projet nécessite de créer une société dédiée afin de déposer les déclarations préalables pour chaque site, de valoriser la vente de l'électricité, puis d'obtenir le financement en vue de la construction et de l'exploitation des centrales solaires au sol.

Le partenariat mis en place prévoit la constitution d'une société de type SAS dotée d'un capital de 1 000 €, dans laquelle la SEM EnR citoyenne détiendrait 60 % et la société EH2 40 %.

La puissance prévisionnelle cumulée des sites est de l'ordre de 5 MWc.

Le projet présente un TRI actionnaire sur 20 ans qui se situe entre 9 % (P90) et 11.3 % (P50).

Cette rentabilité est considérée suffisante pour la poursuite du développement des projets par la SEM EnR Citoyenne et EH2.

La société EH2 détiendra dans un premier temps 100 % des actions en attente de l'obtention par la SEM EnR CITOYENNE de l'accord des collectivités actionnaires ayant un siège au Conseil d'Administration lui permettant une prise de participation dans la SAS.

► **Données financières et économiques du projet**

- Prise de participation de la SEM EnR Citoyenne au capital de la SAS : 600 € ;
- Compte courant d'associés estimés à ce jour pour la SEM EnR Citoyenne : 304 560,60 € ;
- Montant total des fonds propres estimés (dont capital social) : 508 601 € ;
- Montant emprunté : 2 882 071 €.

► **Principales conditions des statuts de la Société (cf annexe)**

Les principales conditions comprennent notamment :

- Dénomination sociale « Solcomtois EnR » ;
- Objet de la SAS : la production, la fourniture, la distribution et le commerce d'électricité, et l'exploitation de systèmes énergétiques non polluants, en particulier d'installations solaires ; les activités d'ingénierie, d'études techniques, de conception, de mise au point, de développement, d'exploitation de ces installations ;
- Organes de gouvernance de la SPV
 - ✓ Un président de la SAS et un directeur général ;
 - ✓ Une assemblée générale.
- Principes généraux applicables aux transferts de titres : inaliénabilité, agrément, préemption...

Il appartient au SYDED, de donner son accord en vertu de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que "Toute prise de participation directe d'une SEML dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou les collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration".

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé de Jean-Marie SAILLARD, 2^{ème} vice-président et en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents et représentés ayant pris part à la délibération :

- ***D'autoriser la SEM Énergies Renouvelables Citoyenne à prendre des participations à hauteur de 60 % du capital de la SAS « Solcomtois EnR », pour un montant de 600 € ;***
- ***D'autoriser les représentants du SYDED à voter favorablement pour la prise de participation de la SEM EnR Citoyenne lors de son prochain Conseil d'Administration.***

Fait et délibéré en séance, les jour, mois, an susdits.

Pour extrait conforme
Le Président du SYDED,
Patrick CORNE

SOLCOMTOIS EnR
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 2 rue Professeur Zimmermann
69007 LYON

STATUTS

LES SOUSSIGNÉES :

- **La société EH2**, société à responsabilité limitée au capital de 599.928 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 904 817 020, représentée par Monsieur Julien CHAUMONT et Monsieur Mathieu VAN HAESEBROECK,
- **La société SEM ENERGIES RENOUVELABLES CITOYENNE**, Société anonyme d'économie mixte au capital de 1.156.200 €, dont le siège social est situé 1, rue Maurice Chevassu, 39000 LONS LE SAUNIER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LONS LE SAUNIER sous le numéro 825 240 781, représentée par M. Jean-Daniel MAIRE, en sa qualité de Président Directeur Général,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'elles sont convenues de constituer.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1.	FORME
ARTICLE 2.	OBJET
ARTICLE 3.	DENOMINATION SOCIALE
ARTICLE 4.	SIEGE SOCIAL
ARTICLE 5.	DUREE
ARTICLE 6.	APPORTS
ARTICLE 7.	CAPITAL SOCIAL
ARTICLE 8.	MODIFICATIONS DU CAPITAL
ARTICLE 9.	COMPTES COURANTS
ARTICLE 10.	LIBERATION DU CAPITAL
ARTICLE 11.	FORME DES VALEURS MOBILIERES
ARTICLE 12.	TRANSFERT DE TITRES
ARTICLE 13.	DROIT DE PREEMPTION
ARTICLE 14.	DROIT DE SORTIE CONJOINTE PROPORTIONNELLE
ARTICLE 15.	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS
ARTICLE 16.	INDIVISIBILITE DES ACTIONS – NUE PROPRIETE – USUFRUIT – NANTISSEMENT
ARTICLE 17.	PRESIDENT ET DIRECTEURS GENERAUX
ARTICLE 18.	CONVENTIONS REGLEMENTEES
ARTICLE 19.	COMMISSAIRES AUX COMPTES
ARTICLE 20.	DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES – DECISIONS COLLECTIVES
ARTICLE 21.	DROIT D'INFORMATION PERMANENT DES ASSOCIES
ARTICLE 22.	EXERCICE SOCIAL
ARTICLE 23.	INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS
ARTICLE 24.	AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS
ARTICLE 25.	DISSOLUTION – LIQUIDATION
ARTICLE 26.	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT
ARTICLE 27.	CONTESTATIONS
ARTICLE 28.	SIGNATURE ELECTRONIQUE
ARTICLE 29.	DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX – ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION – PUBLICITE

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'étude, le financement, la production, la fourniture, la distribution et le commerce d'électricité, l'exploitation et la maintenance de production d'énergies renouvelables à partir d'énergie solaire ainsi qu'éventuellement la mise en œuvre de tout procédé de stockage le cas échéant,
- Les activités d'ingénierie, d'études techniques, de conception, de mise au point, de développement, de construction et d'exploitation de ces installations,
- Toutes prestations de services et de conseils et toutes opérations d'apport d'affaires et d'intermédiation,
- Toutes actions de communication et pédagogie liées au projet porté par la Société,
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevet concernant ces activités,
- Et généralement, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous les objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme ce que ce soit.

La Société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

SOLCOMTOIS ENR

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales "SAS", de l'énonciation du capital social, ainsi que du numéro SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

**2 rue Professeur Zimmermann
69007 LYON**

Il ne pourra être transféré en tout autre endroit que par décision collective prise à la majorité extraordinaire des associés présents ou représentés conformément aux dispositions de l'Article "décisions unanimes des associés – décisions collectives".

ARTICLE 5. DUREE

La Société a une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par la collectivité des associés.

ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté une somme en numéraire de :

MILLE EUROS, ci..... 1 000 euros

Montant des apports en numéraire 1 000 euros

Lesdits apports correspondent à MILLE (1 000) actions ordinaires au nominal d'un (1) euro chacune, souscrites en totalité et libérées en intégralité, soit pour un total de MILLE (1 000) euros.

La somme de MILLE (1 000) euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la banque Société Générale Auvergne Rhône Alpes, en son agence sise à BRIGNAIS (69530), 15-17 rue de Janicu – Les Allées du Parc.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1 000) euros, divisé en 1 000 actions ordinaires de UN (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective des associés prises dans les conditions de l'article « décisions unanimes des associés – décisions collectives » ci-après.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts, par dérogation à l'article "décisions unanimes des associés – décisions collectives".

8.1. En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence ou en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, par voie, dans l'un et l'autre de ces cas, d'apports en numéraire, un droit préférentiel de souscription à ces actions ou à ces valeurs mobilières est réservé aux associés proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital de la Société dans les conditions légales.

Toutefois, chaque associé peut renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital ou l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs tranches, en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, associés ou tiers, ou en faveur d'une ou plusieurs catégories de personnes répondant à des caractéristiques qu'elle fixe elle-même avec, en ce cas, délégation au Président du soin de fixer la liste précise des bénéficiaires au sein de cette ou de ces catégories et le nombre de titres attribués à chacun d'eux.

8.2. La collectivité des associés peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, pour cause de pertes, par voie de distributions aux associés, de rachat de la Société de ses propres actions ou d'affectation à un compte prime d'émission. En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 9. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10. LIBERATION DU CAPITAL

10.1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président ou l'assemblée des associés en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours (15) au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

10.2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président ou l'assemblée des associés, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi que la Société peut exercer contre l'associé défaillant.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 11. FORME DES VALEURS MOBILIERES

Si la Société ne fait pas d'offre au public de titres financiers, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance, à ses frais, d'une attestation d'inscription en compte précisant la nature et le nombre d'actions inscrites à son compte ainsi que les mentions y figurant.

ARTICLE 12. TRANSFERT DE TITRES

12.1. Définitions

Pour l'application du présent article :

- Le terme « titre » ou « titres » désigne toutes actions de la Société ou toutes valeurs, bons ou droits donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'acquisition, à l'attribution, à la souscription ou à l'échange de telles actions de la Société,
- Le terme « tiers », toute personne autre qu'un associé,
- Le terme « Transfert » désigne le transfert de tout droit ou de toute obligation afférent à un titre et notamment (i) toute vente ou toute cession (définie comme tout transfert à titre onéreux dont la contrepartie est payée en numéraire) de la propriété, démembrée (en particulier, de la jouissance, de la nue-propriété ou de l'usufruit) ou non (y compris une vente avec clause de rachat), (ii) tout autre transfert à titre onéreux d'une telle propriété, démembrée ou non, réalisé par tout moyen (y compris par voie d'échange, de division, de vente avec clause de rachat, d'apport en société, d'apport partiel d'actifs, de dation en paiement, de fusion ou de scission ou résultant de tout prêt, de toute constitution de sûreté, de toute convention de croupier, de tout remboursement ou de toute autre opération similaire), (iii) tout transfert à titre gratuit ou onéreux, y compris lorsque le transfert est réalisé à la suite d'une mise aux enchères publiques ordonnées par un tribunal ou une cour ou lorsque le transfert de propriété se réalise à terme, (iv) tout transfert résultant d'un décès, de la constitution d'un trust, d'une fiducie ou de toute autre opération similaire et (v) tout transfert avec ou sans démembrement, prêt ou constitution de sûreté résultant d'un nantissement de valeurs mobilières ou de la réalisation d'un tel nantissement ou de l'exécution d'une convention de croupier, (vi) ainsi que toutes promesses de procéder à de telles opérations étant précisé que le verbe "Transférer" et les vocables « Transférable(s) » et « Transférabilité » s'entendront de la même manière.

12.2. Forme

Le Transfert de titres s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de Titres ».

La Société procède à cette inscription et à ce virement à réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni et agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire et le cessionnaire. Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.3. Transfert libre - transfert soumis à agrément

12.3.1. Transfert libre : Les transferts sont libres entre associés ainsi qu'en cas de transfert par un associé à l'une de ses filiales au sens des articles L233-1 et suivants du Code de commerce.

12.3.2. Agrément : Les opérations ci-après :

- (i) Transfert, à titre onéreux et/ou gratuit, par quelque moyen ou mode que ce soit, de titres de la Société en faveur de tiers,
- (ii) Souscription par des tiers de titres de la Société,
- (iii) Adjudication en faveur de tiers de titres de la Société,

sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés se prononçant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

S'agissant des opérations visées au paragraphe 12.3.2. (ii) ci-dessus, l'agrément sera réputé délivré par la Société dès lors que le ou les tiers concernés seront souscripteurs réservataires expressément désignés par la Collectivité des associés dans sa décision d'augmentation du capital réservée.

S'agissant des opérations visées au paragraphe 12.3.2. (iii) ci-dessus, l'agrément du tiers adjudicataire ne sera pas requis si elles résultent de l'exécution forcée d'un nantissement de titres ayant fait l'objet d'un consentement préalable de la Société, celle-ci ayant toujours la faculté, même après intervention de l'adjudication, de les racheter.

Toute opération visée aux paragraphes 12.3.2. (i) et (ii) ci-dessus ne peut être réalisée qu'après délivrance de l'agrément requis, ne peut donner lieu, avant celle-ci, qu'à des projets ou à des conventions stipulées sous condition suspensive de cet agrément, le tout à peine de nullité.

12.3.3. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre de titres dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

12.3.4 Le Président doit convoquer les associés en Assemblée, dans les formes prévues à l'Article « Décisions collectives » ci-dessous, dans les quinze (15) jours de la réception de cette notification et la Collectivité des associés doit s'être définitivement prononcée au plus tard dans les trente (30) jours de l'envoi de cette convocation.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de celui de la décision pour faire connaître celle-ci au Cédant. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tous moyens de communication écrite. A défaut de notification dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

12.3.5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

12.4. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

12.5. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13. DROIT DE PREEMPTION

13.1 Principe

Dans l'hypothèse où un associé envisage de transférer tout ou partie des titres de la Société qu'il détient ou qu'il viendrait à détenir, chacun des autres associés (ci-après le « **Bénéficiaire** ») bénéficiera d'un droit de préemption sur les titres de la Société faisant l'objet du projet de transfert, conformément aux stipulations du présent Article (le « **Droit de Préemption** »).

Afin d'éviter toute ambiguïté, il est précisé que tout transfert réalisé à la suite de l'exercice du Droit de Préemption ne pourra pas lui-même donner lieu à préemption en application du présent Article.

13.2 Procédure

Le Droit de Préemption sera exercé conformément à la procédure d'exercice décrite en **Annexe 2**.

13.3 Manquements aux restrictions aux transferts de titres

Les transferts effectués en infraction des stipulations des statuts restreignant la transférabilité des titres, notamment son **Article « Droit de Préemption »** seront inopposables aux autres Associés et à la Société.

La Société s'engage à assurer le respect desdites stipulations et prendre toutes mesures à cet effet.

ARTICLE 14. DROIT DE SORTIE CONJOINTE PROPORTIONNELLE

Dans l'hypothèse où un associé procéderait à un transfert de ses titres (ci-après l'« **Associé Cédant** » et collectivement les « **Associés Cédants** »), l(es) Associé(s) Cédant(s) consent(ent) aux autres associés (ci-après individuellement un « **Associé Non-Cédant** » et collectivement les « **Associés Non-Cédants** »), outre le droit de préemption prévu à l'Article « Droit de Préemption » ci-dessus, un droit de cession conjointe proportionnelle en application duquel chaque Associé Non-Cédant pourra demander à céder simultanément un nombre « N » de ses Titres aux mêmes conditions que celles offertes au bénéficiaire du Transfert (ci-après l'« **Associé Cessionnaire Envisagé** »).

Il est expressément prévu qu'en cas de pluralité d'Associés Cédants agissant de concert, ces derniers seront solidairement responsables de l'exécution de leurs engagements.

Le nombre « N » est déterminé par application de la formule suivante :

$$NVM = \frac{VMT}{VMS} \times VMA$$

Où :

NVM = Nombre de Titres pouvant être cédés par l'Associé Non-Cédant ayant exercé son droit de cession conjointe proportionnelle,

VMT = Nombre de Titres objet du Projet de Transfert visé dans la Notification du Projet de Transfert,

VMS = Nombre de Titres total appartenant à (i) l'ensemble des Associés Non-Cédants ayant exercé leur droit de cession conjointe et proportionnelle et (ii) au(x) Associés Cédant(s),

VMA = Nombre de Titres appartenant à l'Associé Non-Cédant ayant exercé son droit de cession conjointe et proportionnelle.

Ainsi, le nombre de titres pouvant être cédé par les Associés Non-Cédants ne pourra en aucun cas venir augmenter le nombre de titres objet du projet de Transfert mais viendra diminuer le nombre de titres pouvant être cédés par les Associés Cédants.

ARTICLE 15. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 15.1.** Chaque action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social ou dans le boni de liquidation lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société.
- 15.2.** Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées générales ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.
- 15.3.** Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital, droit de communication de certains documents sociaux, droit à l'information préalable avant toute consultation collective.
- 15.4.** Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
- 15.5.** Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

- 15.6.** Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.
- 15.7.** Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 16. INDIVISIBILITES DES ACTIONS – NUE PROPRIETE – USUFRUIT – NANTISSEMENT

- 16.1.** Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de l'indivisaire le plus diligent. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

- 16.2.** Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mis en gage.
- 16.3.** En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, à l'exception des décisions portant sur l'affectation des bénéfices qui sont réservées à l'usufruitier.

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-propiétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

- 16.4.** L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propiété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propiété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propiété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propiété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propiétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

- 16.5.** Le nantissement d'actions donne lieu à l'établissement d'une déclaration de gage de compte d'instruments financiers, souscrite et signée par le titulaire des actions concernées, lesquelles sont virées de son compte nominatif à un compte spécial gagé.

La Société délivre une attestation de nantissement de compte.

En cas de réalisation du gage, le transfert des actions au profit de tout tiers adjudicataire est soumis à agrément conformément à l'Article « Transfert de titres » ci-dessus ; mais si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement, l'adjudicataire attributaire ultérieur des actions, en cas de réalisation forcée selon les dispositions légales en la matière, sera réputé agréé, sauf le droit de la Société de l'évincer et de racheter sans délai les actions concernées en vue de réduire son capital.

ARTICLE 17. PRÉSIDENT ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX

La Société est représentée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

17.1. Président

17.1.1. Désignation

Le premier Président sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité des décisions ordinaires.

Si le mandat est à durée déterminée, son titulaire est rééligible.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

La durée, la rémunération du mandat de Président sont fixées par l'Associé unique ou par la Collectivité des associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires. Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

17.1.2. Cessation des fonctions

La cessation des fonctions du Président survient par le terme du mandat qui lui a été confié par la collectivité des associés conformément à l'article 17.1 ci-avant, par sa démission, par sa révocation, du fait de son incapacité à exercer ses fonctions en raison d'une invalidité permanente de 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie au sens de l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, par son empêchement d'exercer ses fonctions pendant un (1) mois ou par son décès.

En outre, le mandat de Président cesse de plein droit si ce dernier fait l'objet personnellement d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, d'une mise en tutelle ou en curatelle, de sanctions aux termes desquelles il est déchu du droit de diriger des sociétés commerciales.

Le Président peut démissionner à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par tout moyen écrit adressé deux (2) mois avant la date de prise d'effet de cette décision. L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président sans préavis dans les conditions de l'Article « décisions unanimes des associés – décisions collectives » ci-après. La révocation n'a pas à être motivée.

17.2. Assistance d'un ou plusieurs Directeurs Généraux

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne(s) physiques ou morale(s), désignés par la collectivité des associés sur proposition du Président.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

La durée des fonctions des Directeurs Généraux est fixée par la décision qui les nomme. Ils sont toujours rééligibles.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin de la même façon et selon les mêmes modalités que celles définies pour le Président à l'article 17.1.2.

La cessation des fonctions du Président ne met pas fin aux fonctions des Directeurs Généraux et réciproquement.

Les Directeurs Généraux peuvent éventuellement recevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, suivant décision de la collectivité des associés.

17.3. Pouvoirs du Président et du ou des Directeurs Généraux

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de son objet social et sous réserve de ceux que la loi et les statuts attribuent expressément à la collectivité des associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Directeurs Généraux exercent les pouvoirs confiés au Président par la loi et par les présents statuts.

Les dispositions statutaires et les décisions de la collectivité des associés limitant les pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux sont inopposables aux tiers.

Le Président et les Directeurs Généraux peuvent consentir à tout mandataire de leur choix toute délégation de pouvoirs dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 18. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 227-10 du Code de commerce, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, il est seulement fait mention au Registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée.

ARTICLE 19. COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 20. DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES – DECISIONS COLLECTIVES

Les pouvoirs dévolus à l'Associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci devient pluripersonnelle.

En ce cas, les dispositions qui suivent sont appliquées *mutatis mutandis*, étant précisé que l'Associé unique peut se saisir lui-même et prendre toute décision relevant de sa compétence.

20.1. Compétence

L'associé unique ou la collectivité des associés est seul(e) compétent(e) pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination et révocation du Président, et fixation de sa rémunération,
- Nomination et révocation du ou des Directeurs Généraux, et fixation de leur rémunération,
- Nomination du ou des commissaire(s) aux comptes titulaires et le cas échéant suppléants,
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- Distribution de réserves,
- Approbation des conventions réglementées,
- Agrément d'un Transfert de titres,
- Augmentation, amortissement, réduction du capital social,

- Émission, rachat, conversion d’actions de préférence,
- Modification des droits particuliers attachés à des actions de préférence,
- Émission d’obligations et de valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, au capital et modification des contrats d’émission y relatifs,
- Émission d’options de souscription ou d’achat d’actions,
- Attribution gratuite d’actions,
- Opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif de la société,
- Transformation de la société,
- Prorogation de la durée de la société,
- Dissolution de la société, nomination du liquidateur et liquidation de la société,
- Changement de nationalité de la société,
- Augmentation de l'engagement des associés,
- Toutes modifications statutaires sous réserve de ce qui est prévu aux articles 4 et 8.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

20.2. Quorum – Majorité

20.2.1. Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions suivantes relevant de la compétence de l’associé unique ou de la collectivité des associés :

- Augmentation, amortissement, réduction du capital social,
- Émission, rachat, conversion d’actions de préférence,
- Modification des droits particuliers attachés à des actions de préférence,
- Émission de valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, au capital et modification des contrats d’émission y relatifs,
- Émission d’options de souscription ou d’achat d’actions,
- Attribution gratuite d’actions,
- Opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif de la société,
- Agrément d’un Transfert de titres,
- Transformation de la société,
- Prorogation de la durée de la société,
- Dissolution de la société, nomination du liquidateur et liquidation de la société,
- Changement de nationalité de la société,
- Augmentation de l'engagement des associés,
- Toutes modifications statutaires sous réserve de ce qui est prévu à l’article 8.

La collectivité des associés ne délibère valablement sur les décisions extraordinaires que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart (1/4) et, sur deuxième convocation, le cinquième (1/5) des actions ayant droit de vote.

Elle statue sur les décisions extraordinaires à la majorité de plus des deux tiers (2/3) des voix des associés présents, représentés ou ayant voté à distance.

En outre, les décisions suivantes sont adoptées à l’unanimité des associés :

- Celles prévues par les dispositions légales,
- Toute décision, y compris de transformation, ayant pour objet ou pour effet d'augmenter l'engagement des associés et notamment l’augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d’émission (Art. L 225-130 al. 2 C. Com.).

20.2.2. Décisions ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires toutes les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés qui ne sont pas qualifiées d'extraordinaires.

La collectivité des associés statue au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice social sur les comptes de cet exercice, et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

Elle ne délibère valablement sur les décisions ordinaires, sur première convocation, que si les associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le cinquième (1/5) des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue sur les décisions ordinaires à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

20.3. Choix du mode de consultation

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par correspondance, soit encore par conférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires.

20.4. Information préalable des associés

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le projet de texte des résolutions ou des décisions et tous documents, rapports et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur vote.

Cette information doit faire l'objet d'une mise à disposition au siège social huit (8) jours au moins avant la date de la consultation, sauf en cas de renonciation de tous les associés à cette information préalable ou d'expression de leur décision dans un acte authentique ou sous seings privés.

20.5. Modalités particulières à chaque mode de consultation

20.5.1. Assemblées générales

(a) Convocation

L'assemblée générale des associés est convoquée par le Président, par un Directeur Général ou par un ou plusieurs associés détenant au moins 10 % des actions ayant droit de vote.

La convocation est faite par tous moyens de communication écrite (en ce compris par courrier électronique et courrier remis en mains propres contre récépissé) huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective des associés en même temps et dans la même forme que les associés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

(b) Déroulement de la séance

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. En l'absence de celui-ci, l'assemblée élit un Président de séance parmi les associés présents.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en-dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence arrêtée et certifiée exacte par le Président de séance et le secrétaire de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont l'objet de délibérations et d'un vote, à moins que les associés ne soient tous présents et ne décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

(c) Représentation

Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

(d) Vote par correspondance

Les associés peuvent également choisir de voter à distance. Le vote à distance est exercé au moyen d'un formulaire établi par la Société et adressé aux associés qui en font la demande. Le formulaire de vote à distance informe l'associé de manière très précise que toute abstention exprimée dans ce formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote ou de réponse est assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution.

Le formulaire de vote à distance doit, pour être pris en compte, parvenir à la Société, par tout moyen au plus tard le jour ouvré précédant immédiatement le jour de la tenue de la réunion, à 18 heures, heure de Paris.

20.5.2. Consultation par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le Président, un Directeur Général ou un ou plusieurs associés détenant au moins 10 % des actions ayant droit de vote, doit adresser dix (8) jours avant la prise de décision à chacun des associés, par tout moyen écrit, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi à l'associé,
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de six (6) jours au plus à compter de la date d'expédition du bulletin de vote par la Société,
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision,
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de vote (adoption, abstention ou rejet),
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné. Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième (5^{ème}) jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le procès-verbal des délibérations est signé par le Président et au moins un associé.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

20.5.3. Consultation par voie de téléconférence

La collectivité des associés peut être consultée par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle sur convocation du Président, du Directeur Général ou d'un ou plusieurs associés détenant au moins 5 % des actions ayant droit de vote.

La convocation est faite par tous moyens de communication écrite huit (8) jours au moins avant la date de la téléconférence ; elle indique la date, l'heure, les modalités de la téléconférence (e.g. le numéro de téléphone) et l'ordre du jour de la consultation.

Dans le cas où tous les associés assistent personnellement ou sont représentés à la téléconférence, la collectivité des associés statue valablement sur convocation verbale et sans délai.

En cas de consultation des associés par voie de téléconférence, chaque associé adresse, par télécopie ou courrier électronique ou encore par tout autre procédé de communication écrite équivalent, au Président de séance un document justifiant de sa présence par voie de téléconférence.

En cas de délégation de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président de séance par le même moyen.

Ces documents tenant lieu de feuille de présence sont conservés au siège social.

Les associés peuvent voter par correspondance ou à distance par voie électronique dans les mêmes conditions légales et réglementaires que les actionnaires de sociétés anonymes.

La consultation par voie de téléconférence est présidée par le Président de la Société. En l'absence de celui-ci, la collectivité des associés élit un Président de séance parmi les associés présents.

La collectivité des associés désigne un secrétaire de séance qui peut être choisi en-dehors des associés.

20.6. Participation aux consultations des associés

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède, à raison d'une voix pour une action.

En cas de décision collective des associés exprimée dans un acte authentique ou sous seings privés signé par tous les associés ou leurs mandataires, le commissaire aux comptes ne sera pas invité à participer audit acte.

20.7. Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés, cotés et paraphés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance et le secrétaire de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode de convocation, le lieu et la date et, s'il y a lieu, les heures d'ouverture et de clôture de la consultation, l'identité du Président de séance et du secrétaire de séance, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président ou par un Directeur Général.

ARTICLE 21. DROIT D'INFORMATION PERMANENT DES ASSOCIES

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois (3) derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre de titres de capital ou donnant accès au capital ou de parts de la Société et ses filiales,
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- Les inventaires,

AR-Préfecture du Doubs

Acte certifié exécutoire

025-252508288-20240625-3-DE

Réception par le préfet : 25-06-2024

Publication le : 25-06-2024

- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des consultations collectives,
- Les procès-verbaux des décisions collectives.

ARTICLE 22. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année qui commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente-et-un (31) décembre.

Le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 23. INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux règlements.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés. Il peut établir un rapport de gestion de la Société si la loi l'y oblige. Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Tous ces documents sont, le cas échéant, mis à la disposition du ou des commissaire(s) aux comptes de la Société et, le cas échéant, du comité social et économique dans les conditions légales.

La collectivité des associés doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 24. AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10^{ème}) du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de ce dixième (1/10^{ème}).

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi, des règlements et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 25. DISSOLUTION – LIQUIDATION

25.1. La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation ou par décision de la collectivité des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président. Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La collectivité des associés qui prononce la dissolution de la Société règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Sa dénomination devra être suivie de la mention "*société en liquidation*", ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

25.2. La réunion en une seule main de toutes les actions de la Société n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à son profit, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent, dans ce cas, faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées, selon la décision prise par le tribunal.

ARTICLE 26. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Les associés déclarent avoir été informés des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visés par les articles L.561-1 à L.563-5 du Code monétaire et financier.

En application de ces dispositions, ils déclarent :

- Que les fonds engagés par eux, ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1 1er alinéa),
- Que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L.561-16 1er alinéa).

ARTICLE 27. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 28. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le présent acte est signé par la Soussignée au moyen d'un procédé de signature électronique qualifiée (SEQ) mis en œuvre par un prestataire tiers, Yousign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Conformément aux stipulations de l'alinéa 4 de l'article 1375 du code civil, le présent acte est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à la Soussignée directement par Yousign, qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique qualifiée dans les conditions requises par l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique. La Soussignée s'engage à prendre toutes mesures adaptées pour garantir que la signature électronique qualifiée de cet acte ne puisse être apposée que par son représentant légal (si elle est une personne morale) ou par toute personne dûment habilitée à cet effet en vertu le cas échéant d'un pouvoir joint aux présentes, tel que mentionné en en-tête des présentes.

La Soussignée a signé le présent acte en version électronique au moyen de son propre terminal informatique. A cet égard, elle reconnaît conformément aux dispositions de l'article 1174 du Code Civil :

- (i) que ce moyen sera recevable pour prouver la signature et le contenu du présent acte et pour certifier la signature du signataire devant les Tribunaux compétents, et
- (ii) que le présent acte signé électroniquement constitue l'original du présent acte, qu'il a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier et produit les mêmes effets juridiques et par voie de conséquences la Soussignée s'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments du document électronique signé, sur le fondement de leur nature électronique.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES :

ARTICLE 29. DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX – ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION – PUBLICITE

29.1. Nomination du premier Président de la Société

Le premier Président de la Société nommé, sans limitation de durée, aux termes des présents statuts est :

- **La société EH2**, société à responsabilité limitée au capital de 599.928 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 904 817 020, représentée par Monsieur Julien CHAUMONT et Monsieur Mathieu VAN HAESEBROECK, ses co-Gérants,

Laquelle déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour son exercice.

Le Président pourra prétendre à une rémunération au titre de ses fonctions qui sera fixée par une prochaine Assemblée générale.

29.2. Désignation du premier commissaire aux comptes

Est désigné comme commissaire aux comptes pour une durée de six exercices :

TAMAIN CONSULTING, société par actions simplifiée, sis Le Bourg - 69170 Valsonne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Villefranche-Tarare sous le numéro 794 355 016, comme commissaire aux comptes.

Lequel ayant déclaré accepter le mandat qui vient de lui être confié, en précisant que rien ne s'oppose à cette nomination.

29.3. Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts (**Annexe 1**).

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse du siège social.

Lesdits actes et engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés.

29.4. Formalités de publicité – Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

29.5. Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Signature :

Fait en un (1) exemplaire original électronique.

Le 2024

La société EH2 représentée par Julien CHAUMONT et Mathieu VAN HAESEBROECK	La société SEM ENERGIES RENOUVELABLES CITOYENNE représentée par Jean-Daniel MAIRE
---	--

ANNEXE 1

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire,
- Dépôt du capital social auprès de
.....
afin de recevoir les fonds afférents à la libération des sommes souscrites,
- Réalisation de toutes formalités et prestations juridiques.

ANNEXE 2

PROCÉDURE D'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION

1. Notification de Transfert

Afin de permettre l'exercice du Droit de Préemption, l'associé souhaitant transférer tout ou partie des titres qu'il détient ou qu'il viendrait à détenir (le « **Cédant** »), devra préalablement notifier aux Bénéficiaires le projet de Transfert (la « **Notification de Transfert** »).

La Notification de Transfert devra contenir les éléments suivants :

- (i) une identification complète du bénéficiaire du Transfert envisagé (le « **Cessionnaire** ») et, si le bénéficiaire est une personne morale, des personnes morales et physiques qui en détiennent le Contrôle ultime,
- (ii) le nombre des titres dont le Cédant envisage le Transfert (ci-après les « **Titres Concernés** »),
- (iii) le prix convenu par Titre Concerné de même catégorie dans l'hypothèse d'une cession autre qu'une Opération Complexe (ci-après étant désigné comme tout transfert dont la rémunération ou la contrepartie financière n'est pas exprimée exclusivement en numéraire (exemple : échange de titres), ou qui est réalisée sans contrepartie financières (exemple : donation)),
- (iv) si le Transfert projeté consiste en une Opération Complexe, le prix de rachat par Titre proposé par le Cédant et le rapport du commissaire aux apports, à la fusion ou à la scission sur l'opération concernée ou à défaut d'un tel rapport, le rapport d'un prestataire indépendant du Cédant validant la valeur des Titres remis en échange,
- (v) les modalités de paiement,
- (vi) la méthode de transfert,
- (vii) la date prévue de signature du contrat de transfert et la date prévue de réalisation du transfert,
- (viii) toutes conditions de la réalisation du transfert et toutes déclarations et garanties sur la propriété des Titres ou engagements devant être consenties dans le cadre dudit transfert,
- (ix) dans l'hypothèse où l'acquisition des Titres Concernés nécessite la mise en place d'un financement bancaire, une offre indicative et des principaux termes et conditions dudit financement.

Il est précisé, en tant que de besoin, qu'en cas de décès d'un Associé, la réception par la Société et/ou un Associé de toute information y afférente et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, la copie de l'acte de notoriété et/ou de la déclaration de succession, vaudra Notification de Transfert.

La Notification de Transfert vaut offre irrévocable de céder aux Bénéficiaires, selon les modalités figurant ci-après, les Titres Concernés en numéraire et aux conditions qu'elle indique.

Le projet de Transfert de Titres notifié ne pourra être réalisé, tant que le ou les Droits de Préemption n'auront pas été purgés.

2. Notification d'Achat

A compter de la réception de la Notification de Transfert conformément à ce qui précède, chaque Bénéficiaire disposera d'un délai de 60 Jours (le « **Délai d'Exercice** ») pour notifier au Cédant et aux autres Bénéficiaires sa décision d'acquérir l'intégralité des Titres Concernés aux prix et conditions de la Notification de Transfert sous réserve de ce qui sera dit ci-après concernant les Opérations Complexes (la « **Notification d'Achat** »).

Dans l'hypothèse où le projet de Transfert notifié consiste en une Opération Complexe, le droit de préemption s'exercera à un prix égal à celui proposé par le Cédant dans la Notification de Transfert. Toutefois, s'il résulte de la Notification d'Achat que le Bénéficiaire conteste le prix proposé par le Cédant dans le cadre d'une Opération Complexe, le prix des Titres, sera faute d'accord entre eux, soumis à un expert judiciaire désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise seront supportés par moitié entre le Cédant et le Bénéficiaire ayant exercé son droit de préemption.

La Notification d'Achat vaut acceptation de l'offre de vente résultant de la Notification de Transfert, sous réserve de l'obtention du financement dans le délai visé au paragraphe 3 ci-après.

A défaut pour un Bénéficiaire d'avoir adressé une Notification d'Achat dans le Délai d'Exercice, il sera réputé avoir renoncé à l'exercice de son Droit de Préemption pour le projet de Transfert considéré.

3. Réalisation des Transferts en cas d'exercice du Droit de Préemption

Le Droit de Préemption ne pourra être valablement exercé que sur l'intégralité des Titres Concernés. Tout exercice du Droit de Préemption par un Bénéficiaire sur une partie des Titres Concernés sera réputé comme nul et non avenu.

En cas d'exercice du Droit de Préemption par plusieurs Bénéficiaires, la répartition des Titres Concernés se fera, faute d'accord entre eux sur la répartition desdits Titres dans le Délai d'Exercice, au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun par rapport au nombre d'Actions détenues par l'ensemble des Bénéficiaires qui l'auront exercé. En cas de rompus, le ou les Titres Concernés formant rompus seront attribués d'office au Bénéficiaire qui détiendra le plus grand nombre de Titres (exprimé en nombre d'Actions auxquelles ces Titres donnent droit), ou en cas d'égalité, à celui qui aura adressé en premier sa Notification d'Achat.

Si le Droit de Préemption trouve ainsi à s'appliquer, la cession des Titres Concernés devra alors intervenir dans les 10 Jours Ouvrés suivant :

- L'expiration du Délai d'Exercice aux prix et conditions de la Notification de Transfert (en ce compris en particulier les conditions de paiement et les garanties consenties dans ce cadre par le Cédant au Cessionnaire), et/ou
- L'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la Notification de Transfert dans l'hypothèse où celle-ci a été effectuée sous réserve de l'obtention d'un financement et ce, aux prix et conditions de la Notification de Transfert (en ce compris en particulier les conditions de paiement et les garanties consenties dans ce cadre par le Cédant au Cessionnaire), et/ou
- La date de fixation de ce prix par l'expert judiciaire, en cas de contestation par le Bénéficiaire ayant exercé son droit de préemption dans l'hypothèse d'une Opération Complexe,

contre remise de tous documents permettant de rendre le Transfert opposable à la Société et aux tiers.

4. Réalisation des Transferts à défaut d'exercice d'un Droit de Préemption

A défaut d'exercice du Droit de Préemption sur les Titres Concernés conformément aux dispositions qui précèdent, le Cédant pourra réaliser leur cession dans les 25 Jours Ouvrés suivant l'expiration du Délai d'Exercice, ceci aux prix et conditions notifiés et au profit du Cessionnaire indiqué dans la Notification de Transfert.

Si le Cédant n'a pas réalisé le Transfert des Titres Concernés aux conditions de la Notification de Transfert et dans le délai visé ci-dessus, le Cédant ne pourra plus Transférer les Titres Concernés sans recommencer une nouvelle procédure de Notification de Transfert.

5. Manquements au Droit de Préemption

En cas de violation des stipulations relatives au Droit de Préemption, les stipulations de l'**Article 15.3.** seront applicables.